



LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 29/05/2020
Reçu en préfecture le 29/05/2020
Affiché le 29/05/2020
ID : 026-222600017-20200529-CONVSOLHACO-CC

PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES DE LA DROME

FONDS UNIQUE LOGEMENT ET HABITAT

Année 2020

Convention relative à l'action :

Médiation locative pour le Logement intergénérationnel : Cohabitons

Entre :

Le **DÉPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département en exécution de l'arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020, ci-après dénommée « le Département »

d'une part,

Et :

L'**ASSOCIATION Solidarité HABITATS**, Hôtel d'Entreprises ECOSITE 26400 EURRE représentée par sa Présidente, dûment habilitée par son Conseil d'administration et ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

PREAMBULE

L'Association a pour objet de développer des formes innovantes de vivre ensemble en proposant de nouveaux modes de logement et/ou d'hébergement adaptés aux réalités sociales et économiques des territoires.

« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et des services téléphoniques » Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du Droit au Logement.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (2019-2024) prévoit des actions visant particulièrement, les personnes dépourvues de logement, les personnes menacées d'expulsion, les personnes hébergées ou logées temporairement en structure, les personnes en situation d'habitat indigne ou d'habitat précaire, ou occupant des locaux impropres à l'habitation, les personnes en situation de surpeuplement manifeste dans leur logement, les personnes confrontées à un cumul de difficultés (financières et sociales).

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Le Département met en place des accompagnements pour les ménages en difficulté d'accès ou de maintien de logement. Pour ce faire, un financement d'actions a été prévu dans le cadre du Fonds Unique Logement et Habitat.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties concernant l'action de logement intergénérationnel : « **Cohabito** ».

L'action a pour objectifs :

- d'apporter une solution aux personnes pour qui le quotidien devient moins facile à gérer compte tenu de leur âge,
- de bâtir des passerelles entre les générations en favorisant le lien social,
- d'améliorer les conditions d'accueil des étudiants, stagiaires, apprentis, travailleurs, demandeurs d'emploi...

Article 2 : Obligations de l'Association

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, l'Association s'engage à mener une action de **Médiation Locative** pour le **logement intergénérationnel**.

L'association s'engage à :

- recenser les offres et les demandes d'hébergement, à créer et gérer un fichier de candidatures, après visite et rencontres, d'hébergeurs et d'hébergés,
- créer chaque fois que cela est possible les modalités de rencontre entre deux personnes dont les besoins et les attentes peuvent être convergents ou complémentaires,
- établir les documents de formalisation charte, convention, code de cohabitation,
- développer de l'hébergement temporaire et partagé entre les générations sur l'ensemble du département de la Drôme. L'hébergeur mettant à la disposition de l'hébergé une partie de son logement en échange de services préalablement définis.
- réaliser un minimum de 55 à 60 cohabitations.

L'association assure une fonction de médiation en cas de difficultés rencontrées durant la période de cohabitation. Elle propose une écoute attentive et objective, favorise la communication, rappelle le cadre et accompagne les deux parties en cas de difficulté. Elle interpelle les services compétents si nécessaire en terme de santé notamment. Elle garantit le bon fonctionnement de la cohabitation.

L'association constitue un comité de pilotage permettant le développement cohérent de l'action et sa transversalité en veillant à une complémentarité avec l'existant. Elle mobilise les acteurs locaux pour mener des réflexions sur le thème de l'hébergement et du lien social.

L'Association s'engage à expérimenter :

- Le « voisinage actif dans l'habitat social », en mettant en place une colocation de 2 jeunes dans un immeuble du parc social habité par de nombreux seniors et une inter-médiation dans l'habitat social pour garantir le bon fonctionnement de l'action. Elle accompagne les 2 jeunes hébergés dans la mise en place d'animations collectives au sein de l'habitat social.
- La « veille citoyenne » au sein d'une résidence autonomie, en mettant en place une colocation de 2 jeunes dans une résidence autonomie et une inter-médiation pour garantir le bon fonctionnement de l'action. Elle accompagne les 2 jeunes hébergés dans la mise en place d'animations collectives au sein de la résidence autonomie.

L'Association s'engage à :

- Travailler en lien avec les instances du PDALHPD pour faciliter les réponses à apporter aux situations particulières rencontrées et tout particulièrement le Chef du service habitat-Territoires de la Direction des Politiques Territoriales,
- Travailler en lien avec les Pôles gérontologiques pour les personnes âgées, les Missions locales, les centres de formation essentiellement pour le repérage des jeunes en formation et les entreprises ou organismes employeurs pour les stagiaires étudiants,

- Affecter un personnel qualifié ou expérimenté dans le domaine de la bonne conduite de l'action, mettre en œuvre les moyens techniques nécessaires pour accomplir cette action,
- Assurer des actions de communication auprès des partenaires potentiels, créer et diffuser des supports de communication, récolter des témoignages d'expérience sur les solutions intergénérationnelles,
- Permettre l'accès à ses activités, en référence aux règles établies par la Chambre Régionale des Comptes et la CNIL, aux adjoints du Département de la Drôme, dans le cadre de l'évaluation continue de l'action,
- Mentionner l'intervention du Département dans toute action de communication relative à la présente action. Dans ce cadre, les documents édités par l'Association porteront la mention « avec la participation du Département ». Le logo du Département faisant l'objet d'une charte graphique, l'Association devra se rapprocher de la Direction de la Communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo.

Article 3 : Obligation du Département

Pour l'exercice budgétaire 2020, le Département s'engage à verser au compte de l'Association la somme maximale de **30 000 euros** en compensation de l'intégralité de l'action.

Le paiement sera assuré par l'UDAF, gestionnaire du Fonds Unique Logement et Habitat (FULH), en deux fois :

- 80 % à la signature de la convention,
- le solde après production du rapport d'activité annuel visé à l'article 4.

Article 4 : Évaluation

Le Chef du service Logement de la Direction des Politiques Territoriales est garant du suivi de l'exécution de la présente convention. Il est susceptible de demander à l'association de produire à tout moment les éléments nécessaires au contrôle de l'action.

L'Association s'engage à alerter l'Adjoint logement dès qu'elle prévoit ou constate l'apparition d'événements risquant de compromettre la bonne marche de l'action.

L'Association s'engage à remettre par voie dématérialisée aux adresses mails génériques suivantes :

habitat@ladrome.fr et logement-crest@ladrome.fr

⇒ **Bilan intermédiaire de l'action** à remettre chaque année et **au plus tard le 15 juillet 2020**. Il devra comprendre une analyse de l'état d'avancement de l'action. Ce bilan fait l'objet d'une rencontre avec l'adjoint logement concerné.

⇒ **Documents bilan** à remettre après la fin de l'action et **au plus tard le 31 janvier 2021**, qui devra comprendre :

- les modalités de fonctionnement des actions (horaires d'ouverture, localisation, moyens humains et matériels mis à disposition, etc.),
- le nombre de personnes demandeuses d'hébergement rencontrées et leur profil (provenance, ressources, origine géographique, composition familiale),
- le nombre de personnes offreuseuses de logement rencontrées et leur profil ainsi que des éléments sur la localisation, la taille et le statut des logements,
- le nombre de mise en relation,
- le nombre de binômes concrétisés, leur durée,
- le nombre et la qualité des acteurs locaux contactés et impliqués,
- le nombre et le type d'actions de communication menées,
- le nombre de colocation jeune mise en place dans l'habitat social,
- le nombre de colocation jeune mise en place en résidence autonomie.

⇒ **Documents bilan** à remettre au **plus tard le 30 juin 2021** :

- un **résultat analytique des charges et des produits de l'action**.
- le **compte de résultat consolidé et le bilan de l'association** certifiés par le commissaire aux comptes (si la législation impose son contrôle).

Article 5 : Confidentialité des données (CNIL)

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) remises par le Département de la Drôme à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département de la Drôme. Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément aux articles 34 et 36 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au RGDP (UE 2016/679), l'association s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles ne soient pas déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Elle met en œuvre les droits des personnes concernées.

En fin de convention, l'association s'engage à procéder à la destruction de tous les documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

Le Département de la Drôme se réserve le droit de procéder ou faire procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non respect du fondement des dispositions précitées, la responsabilité du signataire de la présente convention peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le Département de la Drôme pourra prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect du fondement des dispositions précitées.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

Article 7 : Révision - Résiliation - Litige

Toute modification fera l'objet d'un avenant délibéré dans les mêmes conditions que la présente convention.

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

En deux exemplaires originaux.

Pour le Département,
La Présidente du Conseil départemental,

Pour l'Association,
Le Président,

Marie-Pierre MOUTON.